

TABLE ALPHABÉTIQUE  
DES  
**LOIS, DÉCRETS**  
ET AUTRES ACTES ADMINISTRATIFS  
ET DE JURISPRUDENCE  
RELATIFS  
AUX MINES, CARRIÈRES, CHEMINS DE FER, ETC.  
CONTENUES DANS LA 9<sup>e</sup> SÉRIE  
DES  
**ANNALES DES MINES**

---

AVIS

Le signe — évite la répétition du ou des mots placés en tête de chaque article.  
Le signe == sépare les divers actes compris dans un même article.  
Les chiffres *romains* indiquent le *tome*, et les chiffres *arabes* la *page*.

---

A

ABORDAGES. Voir BATEAUX.

ABOTS (Les) (Saône-et-Loire).  
Voir DRACY-SAINT-LOUP (conces-  
sion de).

ABLON (Calvados). Voir DYN-  
MITE (Fabriques).

ACCATES (Les) (Bouches-du-

Rhône). Décret, du 1<sup>er</sup> mars 1898,  
instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> *Fascio*  
et *Redier*, la concession de mines  
de soufre des —; VII, 89.

ACCIDENTS. 1<sup>o</sup> *Accidents dans*  
*les mines, minières et carrières.*  
Circulaire interministérielle (*tra-*  
*vaux publics et commerce et indus-*  
*trie*), du 9 décembre 1897, rela-

tive aux déclarations et enquêtes que comportent les — survenus dans les mines, minières et carrières, d'après la loi sur les mines et les lois et règlements du travail dans l'industrie; VI, 510. = Circulaire interministérielle (*travaux publics et commerce et industrie*), du 11 juillet 1899, portant envoi de nouvelles instructions en ce qui concerne les déclarations et enquêtes des — survenus dans les mines, minières et carrières; VIII, 473. 2° *Accidents du travail*. Voir TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

ACCOUS (Basses-Pyrénées). Décret, du 17 mars 1893, rejetant la demande du s<sup>r</sup> *Manescau* en concession de mines de cuivre et autres métaux connexes dans la commune d'—; II, 67.

ACTES DE COURAGE ET DE DÉVOUEMENT. Décret, du 3 juin 1899, portant création d'une médaille de bronze à titre de récompense pour —; VIII, 417. = Voir ALGÉRIE.

ADERVIELLE (Hautes-Pyrénées). Décret, du 17 mai 1899, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> *Laffont*, la concession de mines de manganèse d'—; VIII, 367.

ADJUDICATIONS. Décision ministérielle, du 20 février 1893, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée le 23 janvier 1893, en faveur du s<sup>r</sup> *Truchon*, de la concession de mines de zinc, plomb argentifère, cuivre et métaux connexes d'*Argut* (Haute-Garonne); IV, 42. = Décision ministérielle, du 5 mars 1893, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 23 janvier 1893, en faveur du s<sup>r</sup> *Truchon*, de la concession de mines de manganèse

de *Portet-de-Luchon* (Haute-Garonne); IV, 70. = Décision ministérielle, du 16 avril 1893, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 23 mars 1893, en faveur de la *Société houillère de Calais-Boulogne*, de la concession de mines de houille de *Ferques* (Pas-de-Calais); IV, 269. = Décision ministérielle, du 8 mai 1893, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 9 avril 1893, en faveur du s<sup>r</sup> *Lévy-Alexandre*, de la concession de mines de bitume des *Roys-Sud* (Puy-de-Dôme); IV, 290. = Décision ministérielle, du 19 août 1893, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 23 juillet 1893, en faveur des s<sup>rs</sup> *Brulot et Lassalle*, de la concession de mines d'antimoine de *Villerange* (Creuse); IV, 401. = Décision ministérielle du 13 octobre 1896, approuvant les procès-verbaux des —, après déchéance, prononcées, le 13 septembre 1896, en faveur du s<sup>r</sup> *Marchal*, des concessions de mines de cuivre pyriteux du *Chardonnet* (Hautes-Alpes), de mines de cuivre, plomb et argent du *Lautaret* (Hautes-Alpes), de mines de cuivre, plomb et argent de *La Montagne-de-l'Homme* (Hautes-Alpes); V, 318. = Décision ministérielle, du 16 octobre 1896, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 30 septembre 1896, en faveur du s<sup>r</sup> *Sébastien Grégorj*, de la concession de mines de cuivre, plomb, argent et autres métaux associés dans les mêmes gîtes, de *Saint-Augustin* (Corse); V, 318. = Décision ministérielle, du 18 novembre 1895, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 23 octobre 1895, en faveur du s<sup>r</sup> *Adrien Fabre*, de la concession de mines

de cuivre, plomb et argent de *Lamanère* (Pyrénées-Orientales); IV, 486. = Décision ministérielle, du 18 mars 1897, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 28 décembre 1896, des concessions de mines de galène de *La Bérangère* et de *Notre-Dame de la Gorge* en faveur du s<sup>r</sup> *Diederichs*, et de la concession de mines d'asphalte et autres matières bitumineuses des *Douattes* (Haute-Savoie) en faveur du s<sup>r</sup> *Danzer*; VI, 81. = Décision ministérielle, du 18 octobre 1897, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 30 septembre 1897, en faveur du s<sup>r</sup> *Sorel*, de la concession de mines de plomb argentifère de *Saint-Santin-Cantalès* (Cantal); VI, 425. = Décision ministérielle, du 19 octobre 1897, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 15 septembre 1897, en faveur du s<sup>r</sup> *Lullin*, de la concession de mines d'anthracite de *Saint-Barthélemy de Séchilienne* (Isère); VI, 426. = Décision ministérielle, du 23 novembre 1897, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée le 10 novembre 1897, en faveur du s<sup>r</sup> *Lassalle*, de la concession de mines de lignite et de schiste carbonifère de *Boutaresse* (Puy-de-Dôme); VI, 492. = Décision ministérielle, du 8 août 1898, déclarant les s<sup>rs</sup> *Lauzier, Escalier et Martin*, adjudicataires de la concession de mines de cuivre, argent et autres métaux du *Chapeau* (Hautes-Alpes); VII, 416. = Décision ministérielle, du 16 août 1900, approuvant le procès-verbal de l'—, après déchéance, prononcée, le 10 juillet 1900 (les *Annales*, indiquent par erreur: 16 août 1900), en faveur du s<sup>r</sup> *Boyer* de la concession de mines de plomb de *Saint-Pierre-de-Péone* (Alpes-Mari-

times); IX, 427. = Voir DÉCHÉANCES.

ADMINISTRATION DES TRAVAUX PUBLICS. Circulaire, du 6 mai 1899, portant envoi d'instructions en ce qui concerne les simplifications à introduire dans les rouages de l'—; VIII, 397.

ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Décret, du 4 août 1893, modifiant le nombre et les attributions des divisions de la direction des chemins de fer; II, 477. = Décret, du 1<sup>er</sup> septembre 1896, modifiant à nouveau l'organisation de l'—; V, 499. = Décret, du 3 février 1898, portant réorganisation de l'—; VII, 75.

AFFAIRES CONTENTIEUSES. Circulaire, du 20 mars 1895, relative à l'instruction des —; IV, 79. = Loi de finances du 13 avril 1900. Extrait (article 24) concernant la réduction à deux mois du délai fixé par l'article 11 du décret du 22 juillet 1806, pour le recours au Conseil d'Etat; IX, 143.

AFOURAL (Algérie). Décret, du 7 septembre 1901, instituant, en faveur de la société civile « *La Numidienne* » la concession de mines de zinc, plomb et autres métaux connexes d'— (département de Constantine); X, 323. = Voir BOU-CHEF (*concession de*).

AFRIQUE CONTINENTALE. Décret, du 14 août 1896, réglementant la recherche et l'exploitation des mines au Sénégal et au Soudan français; V, 443. = Décret, du 11 décembre 1897, réglementant la recherche et l'exploitation des mines à la Guinée française; VII, 539. = Décret, du 6 juillet

1899, réglementant la recherche et l'exploitation des mines dans les colonies et pays de protectorat de l'—, autres que l'Algérie et la Tunisie; VIII, 449. — Décret, du 4 août 1901, réglementant la recherche et l'exploitation de l'or et des gemmes par dragage dans le lit des fleuves et rivières des colonies et pays de protectorat de l'—, autres que l'Algérie et la Tunisie; X, 293.

AGUILAS (C<sup>ie</sup> d'). Voir DYNAMITE (Dépôts).

AGUILLONET SOVIGNET (concessions). Voir JURISPRUDENCE (Concessions de mines).

AHUN (C<sup>ie</sup> des houillères d'). Voir JURISPRUDENCE (Dommages); SOCIÉTÉS ANONYMES.

AIGUES-BLANQUES (Pyrénées-Orientales). Voir LAS INDIS (concession de).

AIME (Savoie). Décret, du 30 janvier 1899, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Sautet de Barral en concession de mines d'anthracite dans les communes d'— et autres (Savoie); VIII, 23.

AÏN-CHAOUCH (Algérie). Voir MORSOTT (commune de).

AÏN-MOKRA (Algérie). Voir DAR-RIH (concession de); JURISPRUDENCE (Redevance proportionnelle).

AÏN-OUDRER (Algérie). Décret, du 15 juin 1901, instituant, en faveur de la Société d'exploitation des mines de fer d'Aïn-Oudrer, la concession de mines de fer d'— (département d'Alger); X, 170.

AIX-LES-BAINS (Etablissement

thermal d'). Voir EAUX MINÉRALES.

ALAIS (C<sup>ie</sup> des forges et fonderies d'). Voir JURISPRUDENCE (Dommages).

ALBAN-ET-LE-FRAYSSÉ (Tarn). Décret, du 16 septembre 1897, autorisant la Société anonyme des hauts-fourneaux, forges et aciéries du Saut-du-Tarn, à réunir les concessions de mines de fer et de manganèse d'— et de Montcuyoul (Tarn); VI, 440.

ALBARET-LE-COMTAL (Lozère). Décret, du 3 juin 1893, rejetant la demande des S<sup>rs</sup> Schetz et Lagelin en concession de mines de plomb argentifère, pyrite de fer arsenicale et cuivrique et autres minerais connexes, dans les communes d'— et autres (Lozère); II, 359.

ALBÉRY ET PIGNOT (S<sup>rs</sup>). Voir DYNAMITE (Dépôts).

ALBI (Tarn). Voir CHEMINS DE FER MINIERS.

ALBI (Société anonyme des mines d'). Voir DYNAMITE (Dépôts).

ALGÉRIE. Loi de finances, du 21 juillet 1894. Extrait (article 7) concernant le régime légal des sources ou puits d'eau salée en —; III, 397. — Rapport de la commission interministérielle chargée d'étudier le régime de l'exploitation des phosphates de chaux en — (22 juin 1895); IV, 432. — Décret, du 12 octobre 1895, portant règlement pour l'exploitation des phosphates de chaux en —; IV, 432 et 442. — Décret, du 18 novembre 1895, nommant l'inspecteur général des mines en —, membre du conseil de gouvernement; IV, 485. — Dé-

cret, du 31 décembre 1896, portant réorganisation de la haute administration de l'Algérie; V, 615. — Décret, du 18 août 1897, portant réorganisation des services des travaux publics en —; VI, 383. — Décret, du 25 mars 1898, réglementant l'exploitation des phosphates de chaux en —; VII, 103. — Arrêté du Gouverneur général de l'—, du 16 mai 1898, réglementant, par application du décret précédent, les autorisations de recherches de phosphates de chaux; VII, 353. — Décret, du 23 août 1898, portant réorganisation de la haute administration de l'—; VII, 430. — Décret, du 23 août 1898, portant réorganisation du conseil supérieur de gouvernement de l'—; VII, 434. — Décret, du 29 juin 1899, rendant applicables à l'—, le décret du 3 juin 1899 (création d'une médaille de bronze) ainsi que les dispositions antérieures concernant les récompenses honorifiques pour actes de courage et de dévouement; VIII, 419. — Loi, du 19 décembre 1900, portant création d'un budget spécial pour l'—; IX, 528. — Décret, du 4 mai 1901, modifiant l'article 2 du décret précité, du 18 août 1897; X, 153. — Décret, du 12 septembre 1901, assujettissant à la perception de taxes les épreuves réglementaires des appareils à vapeur en —; X, 335. — (Chemins de fer d'—). Voir CHEMINS DE FER.

ALLAS (Dordogne). Décret, du 18 juillet 1899, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Baradat de Lacaze en concession de mines de lignite et autres matières concessibles connexes dans les communes d'— et autres (Dordogne); VIII, 462.

ALLAINGUILLAUME et con-

sorts. Voir MAY, SAINT-ANDRÉ (concessions de).

ALLEMONT (Isère). Décret, du 8 janvier 1894, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> Richard et Manin en concession de mines d'or, argent, plomb, cuivre, cobalt, nickel et autres métaux connexes dans la commune d'—; III, 11.

ALLENÇ (Lozère). Décret, du 30 novembre 1898, instituant, en faveur de la Société métallurgique et minière des Cévennes, la concession de mines de plomb, argent et autres métaux connexes d'—; VII, 500. — Voir DÉCHÈANCES.

ALLUES (Les) (Savoie). Décret, du 3 février 1900, rejetant les demandes du s<sup>r</sup> Lumière, du s<sup>r</sup> Etiévent et du s<sup>r</sup> Ducrey, en concession de mines d'anthracite dans la commune des —; IX, 35. — Voir SAINT-MARTIN-DE-BELLEVILLE (commune de).

ALLUMETTES AMORPHES. Circulaire, du 26 février 1897, relatif à l'emploi exclusif des — dans les services et établissements dépendant du ministère des travaux publics; VI, 77.

ALZEN (Ariège). Décret, du 1<sup>er</sup> octobre 1898, instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> Bourret-Bonnefont, la concession de mines d'antimoine, plomb, arsenic, fer et métaux connexes d'—; VII, 463. — Décret, du 3 mai 1901, portant extension à de nouvelles substances (cuivre et argent) de la concession de mines d'antimoine, plomb, arsenic, fer et métaux connexes d'—; X, 151. — Décret, du 29 avril 1901, rejetant la demande de la Société française des mines de l'Ariège, en concession de mines de plomb argentifère et métaux connexes dans les com-

munes d' — et de *Nescus* (Ariège); X, 143.

AMANCE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 13 avril 1893, instituant en faveur de la *Société anonyme de Vezin-Aulnoye*, la concession de mines de fer d' —; II, 201. — Décret, du 24 novembre 1896, portant constitution, par voie de fusion des concessions de *Blanzey* et d'*Amance* et avec extension de périmètre, de la nouvelle concession de mines de fer d' —; V, 576. — Voir ANDERNY (concession d' —); CHEMINS DE FER MINIERS.

AMBIALET (Tarn). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

AMBROISE (Affaire V<sup>o</sup> — et consorts). Voir JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

AMERMONT (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 mars 1900, instituant, en faveur de la *Société des laminoires, hauts-fourneaux, forges, fonderies et usines de la Providence* et de la *Société F. de Saintignon et C<sup>o</sup>*, la concession de mines de fer d' —; IX, 90.

ANDERNY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 31 mars 1899, instituant, en faveur de la *Société anonyme de Vezin-Aulnoye*, la concession de mines de fer d' — et autorisant la réunion de cette concession avec celles de même nature de l'*Avant-Garde*, de *Boudonville*, d'*Homécourt*, d'*Amance*, et de *Pompey* (Meurthe-et-Moselle); VIII, 98.

ANICHE (Mines d')(Nord). Voir CHEMINS DE FER MINIERS. — (Compagnie des mines d' —). Voir DYNAMITE (*Dépôts*); JURISPRUDENCE (*Ouvriers mineurs*). — (Société de secours des ouvriers et employés

des mines d' —). Voir JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

ANJEAU (Gard). Décret, du 11 janvier 1900, instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> *Cronier*, *Fortunet*, *Berthier* et *Floutier*, la concession de mines de zinc, plomb, argent et autres métaux connexes d' —, et rejetant la demande de la *Société civile anonyme des mines des Malines* en extension du périmètre de la concession de mines de zinc, plomb, argent et autres métaux connexes des *Malines* (Gard); IX, 12.

ANNALES DES MINES. Circulaire, du 4 mai 1894, relative à l'envoi, pour les bureaux des ingénieurs et pour ceux des contrôleurs détachés dans une subdivision, de la partie administrative des —; III, 310.

ANNAM. Voir INDO-CHINE.

ANNAYAËNIA (Basses-Pyrénées). Décret, du 23 mars 1898, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> *Mordko Rosenthal*, la concession de puits et sources d'eau salée d' —; VII, 96.

ANNECY-THÔNES-FAVERGE (Haute-Savoie). Voir DÉCROUANCES.

ANTRAS (Ariège). Décret, du 15 juin 1901, rejetant la demande de la *Société anonyme des brevets Dolter* en concession de mines de manganèse dans les communes d' — et autres (Ariège); X, 172.

ANTRENAS (Lozère). Voir CHIRAC (*commune de*).

ANZIN (C<sup>o</sup> des mines d'). Voir DYNAMITE (*dépôts*); JURISPRUDENCE (*Redevance proportionnelle*).

APPAREILS A VAPEUR.  
1<sup>o</sup> Lois :

Loi, du 21 juillet 1856, concernant les conventions aux règlements sur les —; IX, 145. — Loi de finances, du 18 juillet 1892; extrait (articles 6 et 7) relatif à la création des droits d'épreuve des —; I, 299. — Loi du 18 avril 1900 (modifiant et complétant la loi du 21 juillet 1856) concernant les conventions aux règlements sur les appareils à pression de vapeur ou de gaz et sur les bateaux à bord desquels il en est fait usage; IX, 144.

2<sup>o</sup> Circulaires :

Circulaire, du 13 mai 1892, relative au choix des éprouvettes destinées aux essais de métal dans les enquêtes sur les accidents d' —; I, 234. — Circulaire, du 27 décembre 1892, portant envoi d'instructions pour l'application des articles 6 et 7 de la loi du 18 juillet 1892 relatifs aux droits d'épreuve des —; I, 397. — Circulaire (de la Direction générale des contributions directes), du 6 avril 1893, relative au recouvrement des droits d'épreuve des —; II, 223. — Circulaire, du 9 janvier 1894, relative à la rédaction des rapports et avis du service des mines sur les accidents d' —; III, 45. — Circulaire (du ministre de la justice aux procureurs généraux), du 5 mai 1894, relative à l'instruction judiciaire des accidents d' —; III, 315. — Circulaire, du 23 septembre 1895, portant envoi d'instructions en ce qui concerne les éprouves d' —; IV, 417. — Circulaire, du 31 juillet 1896, relative à la rédaction de l'état-matrice concernant les droits d'épreuve des —; V, 425. — Circulaire, du 4 janvier 1899, relative aux recommandations à

adresser aux usagers d' — sur les dangers que présente l'accumulation de quantités notables d'eau condensée dans les tuyauteries; VIII, 27. — Circulaire, du 3 avril 1900, portant envoi d'instructions en vue de l'observation des prescriptions de l'article 36 du décret du 30 avril 1880 (visites complètes des —) et transmettant en même temps un nouveau modèle du bulletin signalétique à annexer aux rapports sur les explosions de ces appareils; IX, 153. — Circulaire, du 7 juillet 1900, relative aux recommandations à adresser aux usagers d' —, en ce qui concerne la fermeture des diverses portes des fourneaux de chaudières (portes de boîtes à tubes, de boîtes à fumée, de foyers, etc.); IX, 235. — Circulaire, du 18 décembre 1901, relative aux éprouves des — construits par l'industrie privée pour le service de l'artillerie; X, 403. — Voir BATEAUX A VAPEUR; BATEAUX A VOILES; RÉCIPIENTS DE VAPEUR; LOCOMOBILES. — (Droits d'épreuves des — en Algérie.) Voir ALGÉRIE. — (Associations de propriétaires d' —.) Voir ASSOCIATIONS. — (— des usines génératrices d'énergie des chemins de fer et tramways.) Voir CHEMINS DE FER. — (— dépendant d'établissements militaires.) Voir JURISPRUDENCE (*Appareils à vapeur*).

APT (Société française des minerais de soufre d') Voir CROUPASSIÈRE (*concession de LA*).

ARAGNOUET (Hautes-Pyrénées). Décret, du 30 décembre 1900, rejetant la demande du s<sup>r</sup> *Comet* en concession de mines de zinc, plomb, cuivre et autres métaux connexes dans les communes d' — et autres (Hautes-Pyrénées); IX, 538.

ARAU (L') (Hautes-Pyrénées). Voir DÉCHÉANCES.

ARBITRAGE. Loi du 27 décembre 1892, sur la conciliation et l' — facultatif en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés ; I, 359.

ARDOIX-ET-TALENCIEUX (Ardèche). Décret, du 14 octobre 1897, acceptant la renonciation des propriétaires de la concession de mines de plomb, zinc et autres métaux associés dans les mêmes gîtes d' —, à ladite concession ; VI, 449.

ARGAUD (Consorts). Voir JURISPRUDENCE (*Redevances tréfoncières*).

ARGENTIERE (L') (Hautes-Alpes). Décret, du 13 janvier 1897, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> *Battigne* et consorts, en extension du périmètre de la concession de mines de plomb argentifère de — ; VI, 7.

ARGUT (Haute-Garonne). Voir DÉCHÉANCE.

ARGUT-DESSUS (Haute-Garonne). Décret, du 11 avril 1899, rejetant les demandes du s<sup>r</sup> *Truchon* et du s<sup>r</sup> *Betmale* en concession de mines de manganèse, fer et métaux connexes dans les communes d' — et autres (Haute-Garonne) ; VIII, 340.

ARIÈGE (Société française des mines de l'). Voir ALZEN (*commune d'*).

ARLES (Bouches-du-Rhône). Voir DYNAMITE (*Fabriques*).

ARLEUF-DU-MORVAN (Nièvre). Décret, du 8 janvier 1897, rejetant la demande du s<sup>r</sup> *Lechère* en

concession de mines de pyrite de fer et autres minerais connexes dans la commune d' — ; VI, 5.

ARMENTIERS (Les) (Isère). Décret, du 1<sup>er</sup> mai 1897, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> *Poncin*, la concession de mines de pyrite de fer et autres métaux connexes des — ; VI, 297.

ARMOIS (Puy-de-Dôme et Haute-Loire). Voir LASSALLE (*concession de*).

ARMOY-LIAUD (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

ARONIO DE REMBLAY (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages*).

ARPEMENTAGE. Voir NIVELLEMENT.

ARPHY (Gard). Décret, du 14 août 1896, rejetant la demande de la *Société civile des mines d'Arphy*, en concession de mines de plomb, argent, cuivre et autres métaux et matières adjoints et connexes, dans les communes d' — et autres (Gard) ; V, 441.

ARRAS (Hautes-Pyrénées). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

ARRENS (Hautes-Pyrénées). Décret, du 27 août 1900, instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> *Pérus* et *Rice*, la concession de mines de cuivre, zinc, plomb et argent d' — ; IX, 429.

ARRIGAS (Gard). Décret, du 5 mars 1895, instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> *Aubrespy*, *Finiels* et *Stizewicz*, la concession de mines de zinc, plomb, argent et autres métaux connexes d' — ; IV, 64.

ASPRIÈRES (Aveyron). Voir

SAINT-BARTHÉLEMY-LE-PLEIN (*concession de*).

ASSOCIATIONS DE PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS A VAPEUR.

1<sup>o</sup> *Reconnaissance comme établissements d'utilité publique* : Décret, du 24 juillet 1895, reconnaissant l'association des propriétaires d'appareils à vapeur des départements de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise, comme établissement d'utilité publique ; IV, 330 ;

2<sup>o</sup> *Admission au bénéfice de l'article 3 du décret du 30 avril 1880* ; arrêtés ministériels admettant les associations ci-après désignées à bénéficier des dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1880 pour les appareils fonctionnant dans les départements ci-dessous indiqués :

*Lyonnaise* : 29 octobre 1892 (Aveyron) ; I, 318.

*Nord de la France* : 25 août 1893 (Aisne) ; II, 470.

*Ouest* : 1<sup>er</sup> août 1892 (Indre-et-Loire) ; I, 279. = 6 mars 1893 (Vienne) ; III, 274. = 13 août 1901 (Charente-Inférieure) ; X, 298. = 13 août 1901 (Indre) ; X, 300.

*Sud-Ouest* : 3 mai 1892 (Tarn) ; I, 229. = 14 mai 1892 (Haute-Vienne) ; I, 229. = 15 janvier 1894 (Basses-Pyrénées) ; III, 15.

AUBENAS (Ardèche). Voir DÉCHÉANCES.

AUBERCHICOURT (Nord). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

AUBERT (S<sup>r</sup>). Voir TURBIE (*commune de LA*).

AUBIN (Aveyron) Voir JOUDREVILLE (*concession de*).

AUBOUÉ (Meurthe-et-Moselle) Voir MATRY (*concession de*).

AUBRESPY, FINIELS ET SLI-ZEWICZ (S<sup>rs</sup>). Voir ARRIGAS (*concession d'*).

AUBRY-LOUDARD (Election du s<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*).

AUGÉ ET C<sup>ie</sup> (S<sup>rs</sup>). Voir VINS (*commune de*).

AULIAC (Cantal). Décret, du 11 février 1901, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> *Brugeyroux*, la concession de mines d'antimoine d' — ; X, 53.

AULUS (Ariège). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

AUROUZE (Haute-Loire). Voir PINOLS (*concession de*).

AUROUZE (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages*).

AUTOMOBILES. Décret, du 10 mars 1899, réglementant la circulation des — ; VIII, 88. = Circulaire, du 10 avril 1899, portant envoi d'instructions pour l'application du décret précité du 10 mars 1899 ; VIII, 344. = Circulaire, du 12 février 1900, relative à l'application du décret du 10 mars 1899 aux — non munis du dispositif de marche en arrière, mais construits antérieurement à la promulgation de ce décret ; IX, 59. = Circulaire, du 13 novembre 1900, relative aux frais de déplacements occasionnés au personnel du service des mines pour l'application du règlement du 10 mars 1899 sur les — (Imputation sur les crédits alloués aux fonctionnaires et agents, ces frais ne pouvant être mis à la charge des propriétaires d' —) ; IX, 505. = Décret, du 10 septembre 1901, modifiant les articles 5, 7, 8 et 31 du décret

du 10 mars 1899; X, 328. = Arrêté ministériel, du 11 septembre 1901, déterminant les formes et dimensions à donner aux plaques d'identité des — ainsi que le mode d'immatriculation de ces véhicules, en conformité du décret précédent; X, 333. = Circulaire, du 11 septembre 1901, portant envoi d'instructions pour l'application du décret du 10 septembre 1901 et de l'arrêté ministériel du 11 du même mois; X, 337. = Arrêté ministériel, du 12 décembre 1901, modifiant l'arrêté du 11 septembre 1901 en ce qui concerne les dimensions des plaques d'identité pour les motocycles (tricycles et quadricycles automobiles) et les motocyclettes (bicyclettes à moteur); X, 387. = Circulaire, du 16 décembre 1901, portant envoi de l'arrêté, précédent; X, 400. = Circulaire, du 17 décembre 1901, relative à la circulation des — non encore vendus par le constructeur; X, 401.

AUXELLES-BAS (Territoire de Belfort). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

BADOIT N° 2 (Source — à Saint-Galmier). Voir EAUX MINÉRALES.

BALDRAM (S<sup>r</sup>). Voir COSTE (*concession de La*).

BALDY ET PELLORCE (S<sup>rs</sup>). Voir SÉEZ (*commune de*).

BALLESTAVY (Pyrénées-Orientales). Décret, du 15 juin 1893, rejetant la demande du s<sup>r</sup> *Labadie* en concession de mines de fer dans la commune de —; II, 370.

AUXILHAC (Lozère). Décret du 17 mai 1893, instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> *Brajon* et *Girard*, la concession de mines de manganèse, fer et métaux connexes d'—; II, 283.

AVALANCHE N° 1 (Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

AVANT-GARDE (L) (Meurthe-et-Moselle). Décret du 17 novembre 1892, autorisant la *Société anonyme de Vezin-Aulnoye* à réunir les concessions de mines de fer de l'—, de *Boudonville*, d'*Homécourt* et de *Pompey* (Meurthe-et-Moselle); I, 341. = Voir AXDERNY (*concession d'*).

AVOCATS DE L'ADMINISTRATION. Circulaire, du 29 février 1896, rappelant les dispositions des circulaires antérieures (notamment de celle du 20 mars 1891) relatives à la désignation des —; V, 96.

AZERAT ET AGNAT (Haute-Loire). Voir DÉCHÉANCES.

## B

BALLY (consorts). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages*).

BARADAT DE LACAZE (S<sup>r</sup>). Voir ALLAS (*commune d'*—); JURISPRUDENCE (*Redevance pour fonds de garantie*).

BARALLIÈRE (La) (Loire). Voir DÉCHÉANCES.

BARBERY (Calvados). Décret, du 16 août 1900, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> *Monod* la concession de mines de fer de —; IX, 425.

BARTHES (Les) (Haute-Loire). Voir LASSALLE (*concession de*).

BASSE (Epoux). Voir CHEYLAT (*concession du*).

BASSEZ (S<sup>rs</sup>) et consorts. Voir FLINES-LES-RACHES (*concession de*).

BATEAUX (à vapeur et autres). Règlement, du 1<sup>er</sup> septembre 1884, ayant pour objet de prévenir les abordages en mer (Extrait); II, 536. = Décret, du 20 novembre 1893, portant règlement pour l'éclairage pendant la nuit, sur les fleuves et rivières, des bateaux et des obstacles à la navigation (navigation fluviale); II, 530. = Circulaire, du 22 novembre 1893, portant envoi d'instructions pour l'application du décret précédent; II, 530. = Décret du 25 novembre 1893, modifiant l'article 3 du décret précité du 20 novembre 1893; IV, 486. = Circulaire, du 4 décembre 1895, portant envoi du décret précédent; IV, 526. = Décret du 21 février 1897, édictant un nouveau règlement en vue de prévenir les abordages en mer; VI, 30.

BATEAUX A VAPEUR. Circulaire, du 13 janvier 1892, indiquant les règles à suivre par les commissions de surveillance des — naviguant sur mer, en ce qui concerne les poursuites à exercer contre les auteurs d'accidents survenus à bord de ces bateaux; I, 16. = Circulaire, du 27 décembre 1892, relative à la tenue par les commissions de surveillance des — d'un registre d'épreuve des chaudières et récipients (registre d'ordre E. V. B.), I, 390. = Décret, du 1<sup>er</sup> février 1893, réglementant les appareils à vapeur placés à bord des bateaux qui naviguent dans les

eaux maritimes; II, 21. = Circulaire, du 15 mars 1893, portant envoi d'instructions en vue de la réorganisation des commissions des — (navigation maritime) en conformité du décret précédent; II, 68. = Circulaire du 30 mars 1893, complétant la précédente; II, 70. = Circulaire, du 29 avril 1893, relative à la répression des infractions commises par les propriétaires de certains —, notamment des yachts de plaisance, circulant sur les fleuves et rivières; II, 257. = Circulaire, du 14 décembre 1894, relative à l'application de l'article 46 du décret du 4<sup>er</sup> février 1893 (bateaux dispensés de mécaniciens brevetés; examen des ouvriers préposés à la conduite des appareils); III, 603. = Circulaire, du 23 décembre 1895, relative à l'action combinée des services de l'inscription maritime et des commissions locales pour la surveillance des —; IV, 530. = Circulaire, du 25 juin 1896, rappelant que les commissions de surveillance des — (navigation maritime) n'ont pas à intervenir dans la fixation du nombre maximum des passagers qui peuvent être reçus à bord, question ressortissant aux autorités maritimes; V, 392. = Circulaire, du 22 septembre 1896, portant envoi d'instructions en ce qui concerne la vérification, par les commissions de surveillance des — (navigation maritime), de la puissance d'évacuation des soupapes de sûreté des chaudières; V, 491. = Circulaire, du 7 décembre 1896, portant envoi des modèles des formules imprimées à employer pour le service de la surveillance des appareils à vapeur placés à bord des bateaux (navigation maritime); V, 624. = Circulaire, du 19 décembre 1898, relative à la